

Recherche véritable banque centrale...

Jean-Marie Harribey

15 février 2015

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2015/02/15/recherche-veritable-banque-centrale>

Pour préciser et compléter les deux textes précédents, j'invite à lire deux contributions très éclairantes sur la situation de la Grèce et le bras de fer que veut imposer la Troïka au nouveau gouvernement de ce pays.

La première est de Michel Husson, « Grèce : pourquoi une dette à 100 % du PIB avant la crise ? » (11 février 2015). <http://alencontre.org/europe/grece-pourquoi-une-dette-a-100-du-pib-avant-la-crise.html>
Il montre qu'avant que n'éclate la crise mondiale de 2007, la dette publique grecque était passée de 20,8 % à 103,1 % du PIB. Parmi les causes de la croissance de la dette, le poids des intérêts est deux fois plus important que celui des déficits primaires.

La seconde contribution est de Gabriel Colletis et François Morin, « Quels sont les scénarios de négociation entre la Grèce et ses créanciers ? », (13 février 2015)¹. <http://gesd.free.fr/colmorin.pdf>
Les auteurs présentent les trois scénarios possibles d'évolution de la crise. Le premier qui est le plus favorable commence par une restructuration négociée de la dette avec un moratoire du paiement des intérêts et du remboursement, afin de laisser du temps pour que les investissements de reconstruction de l'économie soient mis en œuvre. Le deuxième est une décision de la Grèce de suspendre ses paiements, faute d'accord avec les États européens. Le troisième est le plus risqué : c'est celui d'une décision de la Banque centrale européenne d'asphyxier monétairement la Grèce qui serait obligée d'émettre sa propre monnaie, avec le double risque : appauvrissement pour elle et cataclysme financier autour. Tout ça parce que la BCE n'est pas plus une véritable banque centrale que l'euro n'est une vraie monnaie.

L'union européenne et la zone euro en sont arrivées au point où leurs institutions ne sont plus tenables. Au premier rang, il faut en finir avec la BCE qui, par construction, ne peut être prêteur en dernier ressort pour toute la collectivité. Elle ne l'est que pour les banques privées, et encore faut-il préciser qu'elle l'a été surtout pour refinancer des activités essentiellement spéculatives. Les activités des États et des collectivités publiques dans leur ensemble n'ont pas droit au refinancement, sinon par l'intermédiaire des banques qui se débarrassent de leurs titres entre les mains de la BCE.

Cette situation ne peut plus durer. Tant que les déficits publics ne sont pas comblés, vu l'ampleur de la crise, leur monétisation par la banque centrale ne peut plus être interdite. Il faut arrêter de finasser : que ce soit par l'intermédiaire d'une banque publique (de type CDC ou BPI), ou directement par le biais du Trésor, la chose revient au même, la banque centrale doit être au service de la collectivité. Et, dans la perspective d'une transition sociale et écologique post-crise, il n'y a aucune raison que les investissements de transition ne puissent être financés avec au moins la garantie irréductible de la banque centrale, et si nécessaire, directement par elle, puisque la société lui a confié le monopole de l'émission de monnaie ultime.

Il est aujourd'hui avéré que le fait que la BCE ne soit pas une véritable banque centrale est lié au fait que l'euro n'est pas une vraie monnaie. En effet, l'euro n'a jamais exprimé le rapport d'appartenance des citoyens européens à une collectivité européenne que les marchands et les financiers n'avaient aucun intérêt à cimenter.

Si la crise dite grecque n'est pas l'occasion de s'attaquer à la crise européenne, gare aux suites contre la démocratie. Pour l'heure, ou bien on recrée une véritable banque centrale, ou bien la BCE

¹ Texte en grec : « Τα διαπραγματευτικά σενάρια με τους πιστωτές μας » <http://www.efsyn.gr/arthro/tadiapragmateytika-senaria-me-toys-pistotes-mas>

reste une banque au service d'autres banques, et ce sera le troisième scénario redouté par Colletis et Morin qui arrivera.²

² Pour compléter, voir E. Jeffers, J.-M. Harribey, « La BCE contre le peuple grec », Note pour Les Économistes atterrés. <http://atterres.org>